

travail au Canada, à quel surplus de production faut-il s'attendre lorsque les deux millions de travailleurs supplémentaires contribueront à la production de denrées de consommation? On rétorquera que nous pouvons vendre ces denrées à l'étranger. Mais rappelons-nous que, sauf lorsqu'il s'agit d'acquitter une dette ou d'effectuer un versement de cette nature toutes les marchandises vendues à l'étranger se payent en importations. Il ressort donc en dernière analyse que ces 4 milliards de denrées seront offertes à la consommation canadienne, qu'en ce cas, elles seront consommées par des familles du pays, et que, pour se livrer à une telle consommation, les familles en question auront besoin d'un revenu élevé. Où se procureront-elles ce revenu, et si elles l'obtiennent, comment pourront-elles être dans le dénuement? Que chacun examine cette série de vérités.

Je me permettrai de commenter brièvement les paroles du premier ministre (M. Mackenzie King). Le compte rendu rapporte de lui les paroles suivantes:

L'assurance sociale vise à trouver les moyens de faire face, en partie du moins, à ces risques inévitables, grâce à l'initiative de l'Etat et à d'autres initiatives prescrites par l'Etat.

Voilà qui est parfaitement juste. N'allons pas croire, monsieur l'Orateur, qu'il existe, sur ce point fondamental, la moindre divergence entre les membres du groupe créditiste et les autres honorables députés, y compris le premier ministre. Ce que nous voulons savoir, c'est le moyen ou la méthode d'y arriver. Comme je l'ai dit l'autre jour, le fait renversant, c'est qu'au cours de tout le débat, les seuls honorables députés qui aient donné la moindre idée de la technique à mettre en œuvre, sont des membres de mon groupe. D'autres ont signalé les maux, tel l'honorable député de Rosetown-Biggart (M. Coldwell) qui a prononcé hier soir un magnifique discours sur les maux qui affligent le pays. Tous sont d'accord là-dessus. Mais lorsqu'il fut question du moyen de résoudre le problème, l'honorable député se retrancha derrière un mutisme prudent.

Or ce n'est pas en agissant de la sorte que la Chambre peut espérer résoudre ce problème. Comment peut-on donner quelque conseil utile au comité si nous agissons de la sorte? A nous de trouver quelque moyen d'assurer la distribution de l'immense volume des denrées que produira le pays après la guerre. A moins de pouvoir absorber cette production, nous ne pourrions procurer du travail à nos citoyens. Il faut nous pénétrer de cette idée.

Puis-je m'attarder un peu maintenant aux observations du premier ministre? Je serai peut-être et même sûrement un juge sévère.

[M. Bence.]

Je compte rester courtois, comme le premier ministre est toujours lui-même plein d'égards. Mais il y a des choses qu'il faut dire, et qu'il faut dire nettement et franchement, afin de dissiper toute équivoque. Or le premier ministre a dit ceci: "Il nous faut rendre les guerres d'agression impossibles après la guerre."

Le très hon. MACKENZIE KING: J'ai dit: "tâcher de..."

M. BLACKMORE: Eh bien oui, il nous faut tâcher de le faire. C'est une parole que l'on répète aux quatre coins du monde anglo-saxon. Mon esprit refuse à s'expliquer comment il se peut que deux cent quarante cinq membres de cette Chambre des communes se méprennent si pitoyablement sur la cause de cette guerre et continuent à palabrer, comme le font certains d'entre eux, sur ce qui leur semble en être la cause, tout en restant aveugles à la cause véritable.

M. MacINNIS: Ce ne sont sûrement pas tous les deux cent quarante-cinq honorables députés qui se méprennent.

M. BLACKMORE: Je l'espère. Le premier ministre a répété la même erreur que je lui ai signalée l'autre soir. Parlant de la formation de nouveaux partis, il a voulu attribuer à cette cause la chute de la France. Mais cette formation de nouveaux partis avait en France même une cause qui a fini par avoir raison du pays. C'est une faute de raisonnement bien fréquente. L'agression n'offre plus de dangers du moment que par la collaboration on en fait disparaître la nécessité. Si le pays n'était pas en guerre, je pourrais être beaucoup plus explicite, je pourrais citer bien d'autres faits, car je les connais.

Le premier ministre nous a dit des paroles très justes pour nous recommander la collaboration internationale. C'est parfait. J'en suis. Mais que veut-il entendre réellement par collaboration internationale? Ce n'est sûrement pas clair. Quel plus bel exemple de collaboration internationale pouvons-nous désirer que celle qui existe présentement entre les Nations Unies pour la poursuite de la guerre? Cependant, aucun comité quelque puissant qu'il soit, aucun organisme administratif, aucune autorité supranationale ne pourrait forcer les membres des Nations Unies à faire ce qu'ils accomplissent aujourd'hui. Ils le font de leur plein gré. Ils le font parce qu'ils n'ont tous qu'un grand idéal. Pourvu qu'ils se sachent dans la bonne voie, ils accompliront de leur plein gré tout ce qui leur sera nécessaire. On me permettra de signaler que des dons de la part des grandes nations aux ressources immenses, des dons qu'on met-